

CONJONCTURE ECONOMIQUE

L'économie de Wallis-et-Futuna en 2024

Une dynamique globalement positive

En 2024 l'économie de Wallis-et-Futuna a connu une dynamique globalement positive malgré quelques éléments contrastés. On observe un ralentissement de l'inflation (1,5 % contre 4,0 % en 2023 en glissement annuel). Les prix alimentaires continuent de progresser plus fortement (+2,7 %). Le territoire bénéficie aussi d'une hausse de l'emploi (28 salariés supplémentaires) portée par le secteur public alors que le secteur privé voit ses effectifs diminuer de 20 salariés principalement dans le BTP (17 salariés en moins par rapport à 2023).

Les importations du territoire progressent globalement (+0,3 % en valeur ; +8,8 % en volume) mais avec des rythmes opposés entre celles en lien avec la consommation des ménages (+3,8 % en valeur) et celles qui concernent l'investissement des entreprises au travers des biens d'équipement (-0,9 % en valeur). Le BTP, très dépendant de la commande publique, ainsi que certains facteurs (comme le vote du Budget en retard) contribuent aux performances mitigées du secteur privé, même si parallèlement le secteur du commerce profite du ralentissement de l'inflation et de la hausse de l'emploi local.

Les émeutes de 2024 en Nouvelle-Calédonie ont affecté le territoire notamment à travers la suspension des liaisons aériennes avec Nouméa (220 liaisons extérieures en 2024 contre 290 en 2023), qui a largement contribué à la baisse du nombre de passagers à l'aéroport de Hihifo (-11,3 % par rapport à 2023). Cependant, le nombre de passagers wallisiens a progressé de 4,3 %, dans le cadre d'un mouvement de « retour au pays ».

Le secteur bancaire continue de disposer d'un excès des dépôts par rapport aux crédits bien que l'écart se soit réduit en 2024. Les marges de manœuvre restent importantes et l'encours sain des crédits accordés connaît une forte augmentation. Aussi, la vulnérabilité des ménages s'aggrave-t-elle avec une hausse significative du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire ainsi que du nombre d'incidents de paiement par chèque.

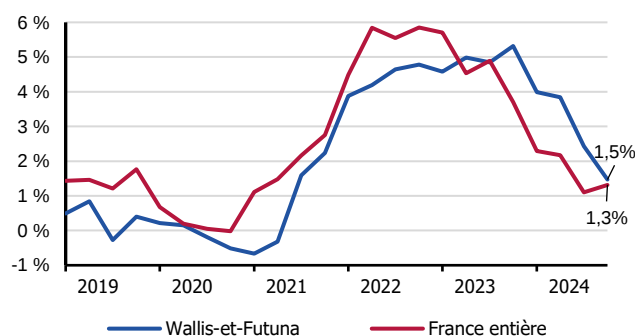
L'inflation baisse et l'emploi remonte

L'inflation continue de ralentir

L'année 2024 marque un net ralentissement de l'inflation à la fois dans l'Hexagone et à Wallis-et-Futuna. Ainsi en moyenne annuelle, l'inflation en France¹ s'établit à 2,0 % après deux années de forte inflation (+4,9 % en 2023 et +5,2 % en 2022). De même à Wallis-et-Futuna, l'inflation en moyenne annuelle s'élève à 2,9 % en 2024 (contre 4,9 % en 2023).

En glissement annuel à fin 2024, l'indice des prix à la consommation s'établit à 1,5 %, un niveau comparable à celui de 2021. L'inflation à Wallis-et-Futuna est principalement portée par les postes de l'alimentation et des produits manufacturés : les prix y augmentent respectivement de 2,7 % et 0,9 % en glissement annuel.

Évolution de l'indice des prix à la consommation en glissement annuel



Source : STSEE, données trimestrielles

© IEOM

¹ Insee, France hors Mayotte

Pour l'alimentation, la hausse des prix est directement liée à l'augmentation des prix du café, thé, cacao (+11,7 %) et des fruits (+5,9 %). Si les prix de l'électricité sont encore en forte hausse (+8,2 %), ceux des carburants sont orientés à la baisse à fin 2024 (-2,6 %).

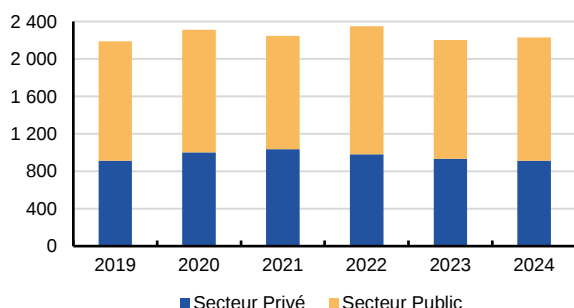
Un point d'attention est porté, depuis 12 ans, par le Territoire à la lutte contre la vie chère. À ce titre, le BQP, Bouclier Qualité Prix, permet de garantir un rapport qualité/prix pour une liste de produits ciblés de première nécessité et de grande consommation. Ce panier est passé de 11 produits en 2013 à 88 en 2025 pour un prix global maximum fixé à 114 780 F CFP.

Amélioration du marché de l'emploi avec une hausse des effectifs déclarés

2 231 salariés sont déclarés à la CPSWF fin septembre 2024 (dernières données complètes) contre 2 203 fin septembre 2023, soit une hausse en rythme annuel de +1,3 %.

L'emploi dans le secteur public reste prépondérant avec 1 319 salariés (+3,8 %, soit +48 salariés par rapport au T3 2023) et des salaires significativement plus élevés en moyenne que ceux du secteur privé.

Emploi déclaré localement (nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



Source : CPS WF, données du 3ème trimestre

© IEOM

Le secteur privé enregistre une baisse de l'emploi sur un an (-2,1 %), avec 912 salariés déclarés (contre 932 un an plus tôt). Les dynamiques sont différentes selon les secteurs d'activité. Le BTP perd 17 de ses effectifs déclarés en un an (-13,4 %) tandis que les effectifs dans le commerce reste quasi-stable (2 salariés supplémentaires en 2024). Côté services, l'emploi est en baisse de 7 salariés (-2,2 %).

Le secteur privé reste en retrait par rapport au secteur public, qui représente 60 % de l'ensemble des emplois déclarés.

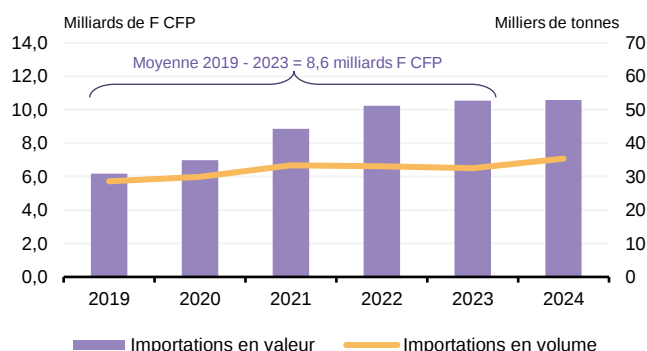
Les importations en légère hausse en valeur

Les importations totales à Wallis-et-Futuna se maintiennent à des niveaux élevés malgré la baisse enregistrée au début de l'année.

Sur l'année 2024, les importations totales s'élèvent à 10,6 milliards de F CFP (+0,3 % sur un an en valeur). En volume, les importations ressortent en hausse de 8,8 % en glissement annuel, après deux années de diminution.

En 2024, la valeur et le volume des importations restent supérieurs à la moyenne sur cinq ans.

Importations totales



Sources : Service des Douanes

© IEOM

En 2024, 14 porte-conteneurs ont desservi le territoire (contre 15 en 2023), et le nombre de conteneurs a baissé de 8 %.

Durant les dix dernières années, **la structure des importations n'a que peu évolué**. Les produits des industries agricoles et alimentaires restent le premier poste d'importations, même si leur part diminue légèrement (de 26 % en 2014 à 25 % en 2024), de même que celle de l'énergie (de 18 à 15 %). Ces baisses profitent aux biens intermédiaires (qui passent de 14 à 17 %), aux biens d'équipements (de 14 à 15 %), et dans une moindre mesure aux biens de consommations.

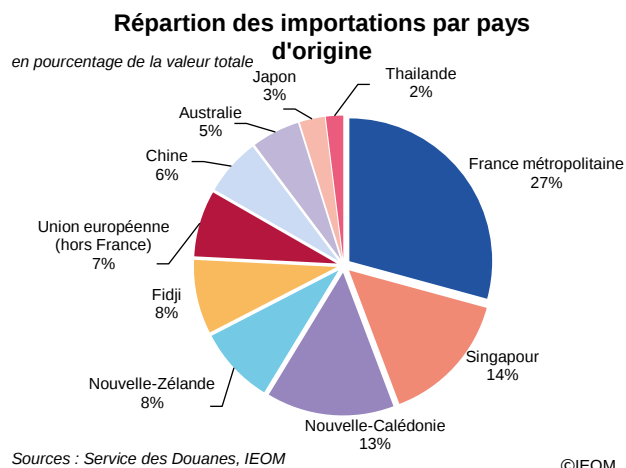
En 2024, les importations de biens de l'industrie automobile ont chuté par rapport à 2023, de 20,1 % en valeur et en volume de 27,1 %. Si les tensions inflationnistes des deux dernières années se font encore ressentir dans les importations des biens de consommation (+3,8 % en valeur mais -1,4 % en volume sur un an), elle tend à ralentir et profite à l'importation de biens des industries agricoles et alimentaires (-0,5 % en valeur et +6,0 % en volume) et aux biens d'équipements (-0,9 % en valeur et +2,6 % en volume). Concernant la demande des biens énergétiques, elle augmente fortement en volume (+20,9 %) et en valeur (+4,7 %).

Trois pôles se partagent à parts quasi-égales l'essentiel des importations en valeur à Wallis-et-Futuna : 35 % des importations proviennent d'Europe, 34 % d'Océanie et 26 % d'Asie.

La France métropolitaine est toujours le premier pays d'origine des biens importés à Wallis, et sa part dans la valeur des importations s'élève à 27 % (24,1 % en 2023 et 25,7 % en 2022).

Après avoir considérablement augmenté entre 2022 et 2023 grâce à la hausse des prix du carburant, la part des importations en valeur de Singapour est stable en 2024 (13,9 % contre 13,6 % en 2023). La Nouvelle-Calédonie reste quant-à-elle en troisième position avec 13,4 % des importations en valeur (contre 13,5 % en 2023). La part de la Chine continue de baisser, à 6,0 %. Avec 634 millions de F CFP de produits importés, le niveau reste sensiblement supérieur à la décennie 2010-2019 où les importations d'origine chinoise s'établissaient en moyenne à 490 millions de F CFP par an. Avec 8,1 % de parts de marché, la Nouvelle-Zélande progresse et se maintient devant les Fidji dont les importations

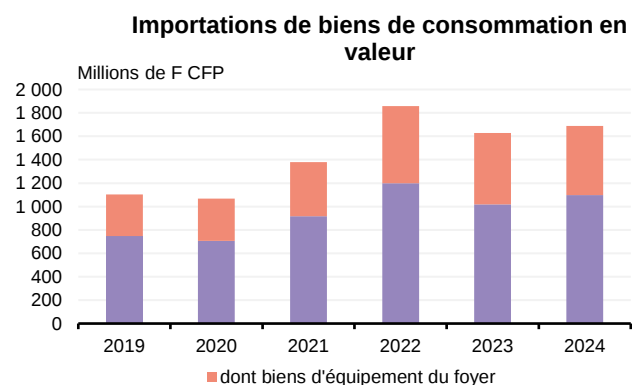
représentent 7,7 % du total de la valeur des importations. La tendance à la baisse ces dernières années des importations européennes (hors France) continue en 2024.



Les recettes douanières augmentent (+2,3 % sur un an), à 2,5 milliards de F CFP. L'essentiel de cette hausse provient des taxes d'entrée pour un montant de 1,4 milliard de F CFP. Les droits de douane s'établissent à 439 millions de F CFP, en hausse de +3 %. Les taxes sur l'alcool (+8 % à 233 millions de F CFP), et le tabac (+14 % à 405 millions de F CFP) augmentent également.

La consommation des ménages résiste

Les importations de biens de consommation sont en progression en valeur en 2024 (+3,8 %) et s'établissent à 1,7 milliard de F CFP **alors qu'en volume elles diminuent** (passant de 1 037 tonnes en 2023 à 1 022 tonnes en 2024, soit une baisse de -1,4 %). Cependant, ce volume reste supérieur à la moyenne de ces cinq dernières années à 931 tonnes.



Les importations de biens d'équipement du foyer s'élèvent à 591 millions de F CFP, en baisse de -3,3 % par rapport à 2023. En volume, la baisse est encore plus accentuée, à -13,3 %, le flux passant de 643 tonnes à 558 tonnes.

La **consommation d'électricité** continue sa progression : +9,4 % alors que le nombre d'utilisateurs n'a augmenté que de 0,4 % et avec une forte hausse des prix de l'électricité sur un an.

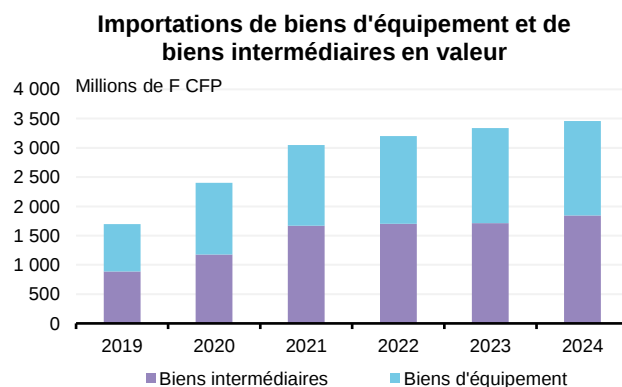
Les immatriculations de véhicules neufs de tourisme sont en hausse, avec 102 unités contre 84 en 2023.

L'encours des crédits à la consommation augmente légèrement sur l'année (+1,5 %), pour s'établir à 1,8 milliard de F CFP.

L'investissement des entreprises ralentit

Les importations de biens intermédiaires à destination des entreprises augmentent sensiblement (+7,9 % en valeur, +4,4 % en volume). Elles représentent 1 846 millions de F CFP sur l'année 2024, un record, et sont nettement supérieures à la moyenne de ces cinq dernières années de 1 429 millions de F CFP. Ces importations sont essentiellement composées de matériel électrique (16 %), de produits de la parachimie (13 %), de matières plastiques (11 %) et de produits céramiques et matériaux de construction (10 %).

Les biens d'équipement des entreprises ressortent pour leur part en hausse de 2,6 % en volume (-0,9 % en valeur à 1 611 millions de F CFP).



Les importations de produits de l'industrie de l'automobile baissent de -20,1 % à 883 millions de F CFP. De même, l'acquisition de **véhicules utilitaires neufs** est en baisse, 120 immatriculations en 2024 contre 127 en 2023 et 175 en 2022, même si le niveau reste encore élevé.

Le montant des encours de crédit accordés **aux entreprises** par l'ensemble des établissements bancaires augmente de 19 %, atteignant son plus haut niveau à 2 milliards de F CFP. En particulier, les crédits d'investissement composés uniquement de crédit à l'équipement s'établissent à 1 634 millions de F CFP, une hausse de 17,5 % sur un an.

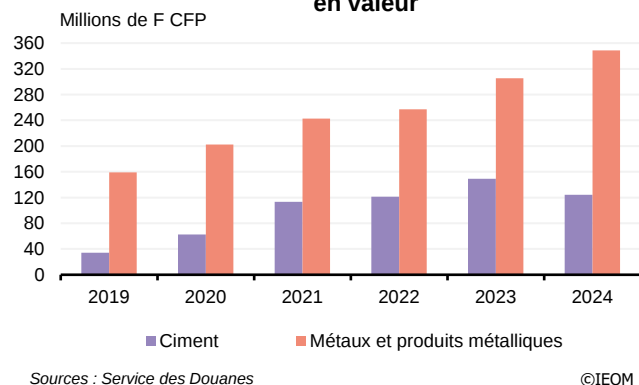
Le dynamisme des secteurs économiques s'infléchit légèrement

Une situation contrastée dans le secteur du BTP

En 2024, l'activité dans le secteur du BTP a ralenti dans l'ensemble.

Les importations en valeur de ciment diminuent de 16,7 % par rapport à l'année précédente et atteignent 124 millions de F CFP. Le volume importé en 2024, 3 165 tonnes, baisse de 11,7 % par rapport à 2023, mais reste supérieur à la moyenne des cinq dernières années (2 989 tonnes).

Importations de matériaux de construction en valeur



Les importations de **métaux et produits métalliques** augmentent de plus d'un quart (+26,7 %) sur un an en valeur à 348 millions de F CFP. En volume, la hausse est encore plus forte, +63 % à 1 064 tonnes.

Le secteur emploie **110 salariés** au 30 septembre 2024, soit 17 de moins qu'un an auparavant.

Le secteur du commerce reste résilient

Le secteur du commerce confirme sa grande place dans l'activité économique du Territoire. Principal poste des importations représentant plus d'un quart du total, les importations de **produits des industries agricoles et alimentaires** diminuent très légèrement en 2024, et atteignent 2 645 millions de F CFP. **En volume à l'inverse, ces importations augmentent de 6,0 % et ce malgré la hausse des prix des produits alimentaires en 2024.**

Le secteur emploie 409 personnes, un chiffre en hausse depuis plusieurs années et qui représente 45 % des emplois du secteur privé.

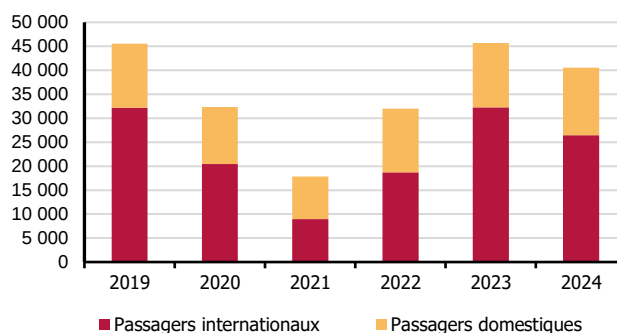
Dans le domaine de la monétique, le **nombre de cartes bancaires** progresse (2 594 au T3 2024 contre 2 449 au T3 2023), et le **nombre de commerçants équipés d'un terminal de paiement électronique** continue d'augmenter (105 TPE fin 2024).

Fréquentation du territoire en baisse mais hausse des passagers locaux

En 2024, la fréquentation du territoire diminue (-11,3 %) avec 40 539 passagers.

Cette baisse est directement liée aux émeutes en Nouvelle-Calédonie qui ont affecté le nombre de vols extérieurs (220 en 2024 contre 290 en 2023). La fermeture de l'aéroport de la Tontouta a causé l'annulation de nombreux vols en liaison avec le Territoire empêchant les résidents de Wallis-et-Futuna de se rendre en Nouvelle-Calédonie ou d'y transiter pour se rendre dans l'Hexagone. Cette situation a eu de réelles répercussions sur l'économie du Territoire, en empêchant un certain nombre d'agents et prestataires de le rejoindre et en engendrant une baisse du fret aérien.

Trafic aérien en nombre de passagers



Cependant, 2024 marque une progression du nombre de passagers locaux de 4,3 %, qui peut s'expliquer par le retour de Wallisiens sur le Territoire en provenance de Nouvelle-Calédonie à la suite des événements.

On dénombre 26 431 passagers sur les vols internationaux, -18,1 % par rapport à 2023 mais +41,3 % par rapport à 2022. Le solde entre les arrivées et les départs est positif, avec 283 personnes, un niveau jamais atteint jusque-là.

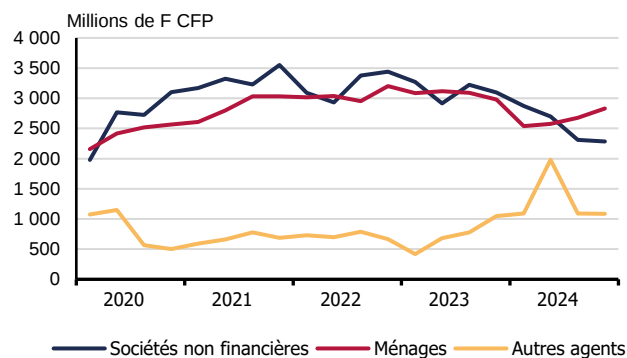
Sur les vols entre Wallis et Futuna, le trafic a augmenté, avec 14 108 passagers recensés, +4,9 % par rapport à 2023 et 6,4 % par rapport à 2022.

Un secteur bancaire disposant d'un excès des dépôts par rapport aux crédits

Baisse des dépôts locaux et hausse des placements en dehors de la zone franc Pacifique

Les actifs financiers détenus par les agents économiques locaux ont diminué en 2024, avec une baisse sur un an des actifs détenus par les ménages et des entreprises. Le total des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 7,1 milliards de F CFP, contre 8,0 milliards l'année précédente, soit une baisse de -11,4 % sur un an.

Dépôts locaux par agent économique



Source : RUBA ECIL, IEOM-BDF

© IEOM

Les dépôts à vue des ménages sont quasi-stables (-0,1 %) à 2,3 milliards de F CFP tandis que ceux des entreprises baissent de plus d'un quart, passant de 3,0 milliards à 2,2 milliards de F CFP.

Les placements liquides ou à court terme sont eux aussi en baisse de -20 % à 642 millions de F CFP contre 803 millions en 2023. Ils sont composés à 90 % de livrets ordinaires détenus en grande majorité par les ménages.

Les placements à long terme augmentent légèrement (+0,7 %), passant de 0,926 à 0,933 milliard de F CFP en un an. Ces placements hors zone d'émission (HZE) commercialisés par les banques locales sont détenus à 100 % par les ménages à fin 2024 et constitués principalement d'assurance-vie.

Progression des crédits accordés à l'ensemble des acteurs économiques

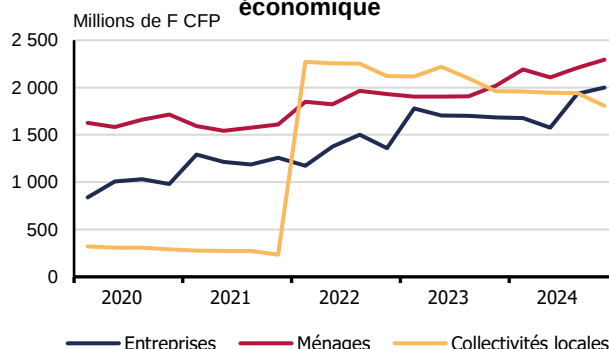
L'encours sain des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires atteint 6,1 milliards de F CFP en 2024, contre 5,7 milliards en 2023, en hausse de 7,5 % sur l'année. La totalité des encours accordés aux collectivités locales s'explique par des prêts accordés par l'agence française de développement (AFD), dont notamment un concours octroyé pour le financement du budget d'investissement 2024 du territoire pour la reconstruction du bâtiment de l'Assemblée territoriale.

Les crédits accordés aux entreprises augmentent de 18,8 % en 2024, passant de 1,7 milliard de F CFP à 2,0 milliards de F CFP. Plus de 80 % de ces crédits sont des crédits d'investissement.

Les crédits accordés aux ménages augmentent de 13,6 % entre 2024 et 2023, passant de 2,0 milliards à 2,3 milliards de F CFP. 80 % de ce montant est consacré aux crédits à la consommation. Les crédits à l'habitat ont plus que doublé en un an, passant de 202 millions à 450 millions de F CFP.

Les encours de crédits accordés aux collectivités locales sont en légère baisse, avec 1,8 milliard de F CFP d'encours à fin 2024. Ils s'établissaient à 1,9 milliards de F CFP fin 2023.

Encours sain des crédits par agent économique



Source : RUBA ECIL + ECNIL, IEOM-BDF

© IEOM

La vulnérabilité des ménages augmente

L'encours global des créances douteuses brutes des ménages augmente de 133 % sur l'année, s'élevant à 79 millions de F CFP en 2024 contre 34 millions en 2023. Cependant, le taux de créances douteuses baisse et atteint 0,6 % (contre 1,8 % à fin 2023).

À fin 2024, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en hausse (+47 %), un record. On recense 433 personnes en interdiction bancaire, contre 295 fin 2023. Les incidents de paiement par chèque connaissent également une forte hausse (+176 %), avec 1 436 incidents contre 1 158 en 2023.

Perspectives 2025

L'économie de Wallis-et-Futuna repose avant tout sur les emplois et la commande publique. L'administration supérieure, les secteurs de la santé et de l'éducation sont les plus gros pourvoyeurs d'emplois du Territoire. Les dépenses publiques exercent un effet d'entraînement sur l'activité du secteur privé, d'une part à travers des prestations de services et les réponses aux appels d'offre pour les marchés publics, d'autre part à travers la consommation des nombreux salariés du public.

L'adoption tardive des budgets oblige le Territoire à prendre certaines mesures telles que la recherche d'économies dans tous les secteurs, la réduction des effectifs par des non-remplacements ou des CDD non reconduits. **Une réflexion est en cours pour trouver d'autres recettes** en plus des recettes douanières qui n'ont que peu augmenté en 2024.

Le **contrat de convergence et de transformation (CCT)** a été prolongé avec une signature en mai 2024 entre l'État et le Territoire. Le CCT 2024-2027 se décline autour de 3 priorités :

- Les infrastructures (routes, infrastructures scolaires et sanitaires...) : mobilisant 72 % de l'enveloppe du CCT ;
- Le social : mobilisant 22 % de l'enveloppe du CCT, alloués aux Chantiers de développement local (CDL), l'Aide à l'enfance, la Formation professionnelle en mobilité... ;
- L'économie et le développement durable : comprenant plusieurs opérations telles que la gestion durable des déchets, les équipements des marchés de Futuna, la lutte contre les espèces envahissantes, l'éclairage public des routes etc.

Mais certains facteurs comme la crise en Nouvelle-Calédonie qui a exacerbé l'enclavement du Territoire, et les mesures budgétaires ont entraîné un retard dans l'avancement des opérations. Parmi les opérations du CCT qui ont débuté en 2024, figurent le programme pluriannuel d'investissement de l'Agence de santé ou encore les travaux des établissements scolaires.

En 2025, le secteur du BTP pourrait donc continuer de bénéficier de la commande publique, avec plusieurs projets qui devraient voir leurs travaux progresser dans les prochains mois : les travaux de l'aéroport de Futuna pour le balisage de la piste afin de permettre une utilisation en nocturne ; les travaux de bâtiment pour améliorer l'accueil dans le but d'obtenir une certification ; les travaux d'aménagement de la salle d'accueil de l'aéroport de Hihifo ; le passage de toute l'île de Wallis à la fibre avec la suppression des lignes actuelles et la dépollution avec des travaux qui vont s'étaler sur plusieurs mois.

La **crise en Nouvelle-Calédonie** a eu un impact significatif pour le Territoire, avec une chute du trafic aérien perturbant le transport des passagers et le fret commercial aérien. Certaines familles sont définitivement rentrées sur le Fenua et les données à venir pourront probablement quantifier l'impact de ces retours sur l'économie de Wallis-et-Futuna. L'apaisement observé depuis plusieurs mois, s'il continue en 2025, contribuera à retrouver les niveaux de passagers sur le territoire observés en 2023.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur et responsable de la publication : J. NICOLLE ■ Rédaction : C. DEPLAIX